

# BULLETIN D'INFORMATION

## L'AUTORITÉ NATIONALE ANTI-MIGRATION FORME DES JUGES À L'UTILISATION DU GUIDE NUMÉRIQUE

Le Comité national de coordination de la lutte contre la migration illégale et la traite des êtres humains a organisé un atelier de formation pour les juges en chef des cours d'appel intitulé "L'utilisation du guide numérique dans les crimes de traite des êtres humains et de trafic de migrants". L'atelier a été organisé en collaboration avec le Centre national d'études judiciaires du Caire.

L'atelier s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet "Renforcer la gouvernance des migrations par le soutien institutionnel", conformément à la stratégie nationale de lutte contre la migration illégale.

L'atelier de formation a abordé des sujets liés aux cadres juridiques nationaux pour la lutte contre les crimes de trafic de migrants et de traite des êtres humains. Il a fourni une définition complète du guide numérique dans les législations nationales, mis en évidence l'admissibilité du guide numérique devant les tribunaux pénaux, et discuté des défis liés à l'utilisation du guide numérique dans les affaires de trafic de migrants et de traite des êtres humains. Des applications pratiques ont été présentées pour illustrer l'importance de l'utilisation du guide numérique dans ces crimes, mettant l'accent sur le lien entre la cybercriminalité et la criminalité organisée au niveau national.



## LA LIBYE EST EN TRAIN DE RENVOYER 78 MIGRANTS ÉGYPTIENS, DONT CERTAINS SONT INFECTÉS PAR DES MALADIES CONTAGIEUSES

Les autorités libyennes ont transféré 78 Égyptiens vers le poste frontalier terrestre d'Emssaid en vue de leur rapatriement en Égypte. Cela faisait partie d'une série de déportations en raison d'infections par des maladies contagieuses telles que le SIDA et l'hépatite virale.

Le Département de lutte contre l'immigration illégale à Benghazi a annoncé le déplacement d'environ 78 migrants égyptiens illégaux du centre de détention et de déportation "Qanfouda" vers le poste frontalier terrestre d'Emssaid, en vue de leur expulsion vers leur pays d'origine. Le département a ajouté que parmi eux se trouvaient deux personnes confirmées comme étant infectées par des maladies contagieuses telles que le SIDA et l'hépatite virale.

De plus, les autorités ont annoncé l'expulsion de 27 migrants illégaux entrés sur le territoire libyen par des moyens illégaux, dont 14 Égyptiens. Ils ont été expulsés par le poste frontalier terrestre d'Emssaid, ainsi que 13 Soudanais et Tchadiens remis au centre de détention de Qanfouda en vue de leur expulsion vers leurs pays respectifs.

Les autorités libyennes ont révélé que la branche de lutte contre l'immigration illégale dans la région d'Al Wahat a expulsé 87 personnes infectées par l'hépatite et le SIDA, dont 17 Soudanais, 62 Tchadiens, 2 Bangladais et 4 Éthiopiens.

L'Agence libyenne de lutte contre l'immigration illégale à Tripoli a déclaré à ce moment-là que les autorités avaient décidé d'expulser 600 migrants égyptiens vers leur pays par le poste frontalier d'Emssaid. En juillet de l'année précédente, les autorités libyennes ont contrecarré des centaines de migrants illégaux tentant de se rendre en Italie via la côte libyenne, dont 25 enfants égyptiens âgés de 11 à 17 ans.

Les autorités ont signalé que des centaines de migrants étaient détenus dans un centre à Tobrouk avant leur voyage vers l'Italie, dont 25 enfants, principalement originaires d'un village du gouvernorat égyptien d'Al-Sharqiya.



## L'ALLEMAGNE A ENREGISTRÉ 351 900 DEMANDES D'ASILE EN 2023, AVEC LES SYRIENS ÉTANT LES DEMANDEURS LES PLUS NOMBREUX



Le gouvernement allemand a annoncé une augmentation du nombre de demandes d'asile en 2023 par rapport à 2022, mettant ainsi la pression sur le gouvernement pour qu'il tienne ses promesses de freiner la migration illégale. L'Office fédéral des migrations et des réfugiés en Allemagne a enregistré 351 915 demandes d'asile en 2023, soit une augmentation de 51% par rapport à 2022. Le gouvernement de coalition de centre-gauche en Allemagne maintient une position ferme sur la migration, même si sa popularité diminue dans les sondages d'opinion derrière les partis de droite. Les nationalités les plus représentées dans les demandes d'asile étaient la Syrie (104 651), suivie de la Turquie (62 624), de l'Afghanistan (53 582), de l'Irak (12 360), de l'Iran (10 206), de la Géorgie (9 399) et de la Russie (9 028). L'office a précisé que le statut de protection a été accordé dans 52% des cas pour lesquels des décisions ont été prises.

## Le ministère de la Migration lutte contre « l'immigration illégale » à travers des vidéos informatives



Le ministère d'État chargé des Migrations et des Égyptiens de l'étranger a publié une vidéo de sensibilisation dans le cadre d'une campagne complète de lutte contre le phénomène de l'immigration illégale. La vidéo a été partagée sur les pages officielles de médias sociaux du ministère.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet présidentiel "Lifeboats" visant à réduire l'occurrence de l'immigration illégale. Elle met également l'accent sur l'autonomisation et le soutien des jeunes créatifs. La vidéo comprend une série de messages sur les risques de l'immigration illégale, avec la participation des artistes Aarfa Abdel Rasoul et Amir Salah El-Din.

Le projet vidéo a été réalisé par six étudiants de la Faculté des médias de l'Académie arabe des sciences, de la technologie et du transport maritime (antenne de Smart Village). Les étudiants impliqués sont Salma Mustafa Salem Ahmed Salem, Salma Mohamed Hassan Abdel Gawad, Jana Mohamed Sami Mohamed Hekal, Dalia Ashraf Mohamed Abdel Wahab, Rana Hassan Ibrahim Ahmed Mohamed, et Mayar Mohamed Mustafa Abdel Gawad.

L'initiative "Lifeboats" a été lancée en 2019 pour sensibiliser la société aux risques de l'immigration illégale et aux alternatives de migration sûres. Elle offre des alternatives positives par le biais de formations, d'opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat pour les jeunes dans les provinces où le phénomène de l'immigration illégale est prévalent, totalisant 14 provinces.

L'ambassadrice Sahar Gendy, ministre des Migrations, s'est dite satisfaite des idées créatives des jeunes femmes qui ont choisi l'un des problèmes les plus difficiles auxquels de nombreux pays sont confrontés. Elles ont mené une campagne à travers des annonces télévisées et radiophoniques, saluant les messages véhiculés dans les publicités et leurs efforts pour assurer la simplicité d'accès au public.

## **LA CALIFORNIE COMMENCE À INCLURE LES IMMIGRANTS SANS PAPIERS DANS LE PROJET DE SANTÉ « MEDI-CAL »**

La loi sur la couverture médicale des immigrants sans papiers est entrée en vigueur en janvier de cette année dans l'État de Californie, faisant de lui le premier État à mettre en œuvre le programme « Medi-Cal ». Ce programme vise à fournir une couverture médicale complète financée par l'argent des contribuables à tous les individus sans papiers à faible revenu, quel que soit leur âge.

En 2015, le gouverneur de l'époque, Jerry Brown, a signé une loi rendant les personnes sans papiers de moins de 18 ans éligibles au programme « Medi-Cal ». En 2019, le gouverneur Gavin Newsom a signé une loi élargissant la couverture médicale aux immigrants jusqu'à l'âge de 25 ans. En 2021, les immigrants sans papiers de plus de 50 ans sont devenus éligibles au programme.

Pendant la pandémie de COVID-19, l'éligibilité à la couverture médicale a été encore élargie, et le projet est mis en œuvre depuis janvier 2024, malgré un déficit budgétaire pouvant atteindre 68 milliards de dollars.

Selon la dernière étude sur les coûts, les immigrants sans papiers contribuent à hauteur de 30,9 milliards de dollars en impôts en Californie. Cependant, le gouverneur de la Californie continue d'accueillir favorablement les immigrants, déclarant que la résolution du déficit implique de puiser dans le fonds de réserve de l'État. Il a également suggéré de réduire les programmes de logement et de soutien climatique en faveur de la couverture médicale pour les immigrants.



### **PROJET DE LOI AMÉRICAIN VISANT À EMPÊCHER LA FOURNITURE DE SOINS DE SANTÉ AUX IMMIGRANTS GRÂCE AUX FONDS DES CONTRIBUABLES**

Dans le cadre du rejet continu des immigrants aux États-Unis, le sénateur américain Bill Cassidy a introduit un projet de loi visant à empêcher l'utilisation de fonds fédéraux pour soutenir les soins de santé des immigrants sans papiers.

Cassidy, sénateur républicain de l'État de Louisiane, a déclaré que des États libéraux comme la Californie ne devraient pas obliger les citoyens américains à soutenir des programmes d'État offrant des avantages aux immigrants sans papiers. Il a souligné que fournir des soins de santé à ces personnes agit comme une incitation pour attirer davantage d'immigrants.

Cassidy a plaidé en faveur de soins de santé accrus pour les Américains, affirmant que tenter de fournir des soins de santé à tout le monde ne peut pas être soutenu. Il a exhorté les États qui fournissent des soins de santé aux immigrants sans papiers à dépenser pour eux à partir de leurs propres budgets, sans compter sur les fonds fédéraux collectés auprès des résidents de tous les États.

Il a mentionné que l'État de Californie, où résident 700 000 immigrants sans papiers, reçoit 3,1 milliards de dollars de couverture santé, tandis que la Californie s'engage à fournir des soins de santé aux immigrants.

Le projet de loi présenté par Cassidy, intitulé « Protection Act », est soutenu par plusieurs membres du Congrès, dont Marsha Blackburn, John Barrasso et Roger Wicker.

La loi garantit que l'inspecteur général du Département de la Santé et des Services sociaux prépare un rapport sur les États finançant les soins de santé des immigrants sans papiers et les méthodes de financement des programmes d'État offrant des avantages sanitaires aux non-citoyens non éligibles à l'aide médicale en raison de leur statut d'immigration.

La US Border Patrol avait indiqué une augmentation du nombre d'immigrants, avec des estimations atteignant jusqu'à 300 000 en 2023, coûtant au pays 451 milliards de dollars.

### **L'INDE ARRÊTE UN GANG CRIMINEL IMPLIQUÉ DANS LE TRAFIC DE MIGRANTS VERS L'EUROPE**



La police de Delhi, en Inde, a arrêté 9 personnes, dont 4 ressortissants bangladais, sous l'accusation d'organiser un réseau international pour la migration illégale vers l'Europe en falsifiant des documents et des papiers d'identité. Les enquêtes ont confirmé que les suspects utilisaient la célèbre "route des ânes", impliquant l'achat de permis de travail falsifiés. Les migrants payaient jusqu'à mille roupies pour ces permis. Le commissaire de police a déclaré que le gang criminel était composé de jeunes individus à partir de l'âge de vingt ans. Parmi les personnes appréhendées figuraient Mohammed Anwar Kazi (22 ans), Mohammed Khalilur Rahman (22 ans), Ali Akbar, Mohammed Ibrahim, Mohammed Muddathir Khan, Barindra Arya, Diraj Bishnoi, Gaurav Golaithi et Mohammed Yunus.



### **Les appels des migrants coûtent à l'Amérique 180 000 dollars par jour**

Le sous-comité sur la justice de la Chambre des représentants des États-Unis a annoncé que l'immigration à la frontière sud a battu des records, coûtant aux États des milliards de dollars.

Les participants à l'audience ont déclaré que 10 % des 9 000 appels reçus par l'administration des pompiers à Eagle Pass étaient liés aux migrants. Ces appels coûtent à l'administration entre 150 000 et 180 000 dollars de dépenses supplémentaires par jour, couvrant les coûts supplémentaires pour le personnel et les nouvelles ambulances dédiées à la frontière. Les pompiers interviennent lors d'urgences médicales et d'incidents de noyade dans le Rio Grande.

Manuel Mireles, le chef du service d'incendie d'Eagle Pass, a déclaré : "Nous sommes débordés par les appels de services médicaux d'urgence et les opérations de récupération de réfugiés, impliquant des personnes âgées de deux mois à 15 ans."

Dans un contexte connexe, le maire de la ville de New York a révélé que la ville avait dépensé 1,5 milliard de dollars en 2023 pour fournir de la nourriture, un abri et d'autres services aux demandeurs d'asile. De plus, 3 500 élèves du lycée James Madison à Brooklyn ont été transférés à l'apprentissage à distance pour utiliser le bâtiment de l'école comme abri pour les migrants. On s'attend à ce que les taux de dépenses atteignent 12 milliards de dollars de 2023 à 2025.

Malgré le sentiment anti-immigré en Amérique, les immigrants contribuent annuellement à hauteur de 7 milliards de dollars en ventes et en taxes indirectes, ainsi que 3,6 milliards de dollars en taxes foncières et 1,1 milliard de dollars en impôts sur le revenu.

La représentante Pramila Jayapal de l'État de Washington souligne que les immigrants ne nuisent pas à l'économie. Elle affirme que les lois obsolètes qui exigent la détention des demandeurs d'asile et des délais d'attente arbitraires posent problème. Avec des permis de travail, les réfugiés peuvent subvenir à leurs besoins.

Le gouvernement fédéral a annoncé l'appréhension de 2,5 millions d'immigrants traversant illégalement la frontière. Rien qu'en septembre, 270 000 migrants ont été appréhendés lors de leur entrée aux États-Unis.



## **L'UNION EUROPÉENNE APPROUVE LE NOUVEAU PACTE MIGRATOIRE. LE MINISTRE D'ÉTAT PARLEMENTAIRE POUR L'UNION EUROPÉENNE MET EN GARDE CONTRE LA DISTRIBUTION AUTOMATIQUE DES MIGRANTS BASÉE SUR DES « QUOTAS » ET SOULIGNE QUE LES PAYS REFUSANT DE LES ACCUEILLIR DOIVENT PAYER 20 000 EUROS POUR CHAQUE MIGRANT**

L'Union européenne a approuvé le nouveau pacte migratoire, selon Benes Ritevari, ministre d'État parlementaire au ministère de l'Intérieur. Alors que certains pays européens ont connu des violences liées à la migration illégale lors du réveillon du Nouvel An, l'accord sur la migration a été adopté à Bruxelles dans les derniers jours de l'année.

Le ministre d'État parlementaire a averti que la distribution automatique de migrants illégaux basée sur des quotas agit comme un "aimant pour les migrants". Il a déclaré que les pays refusant de les accueillir devaient payer 8 millions de forints hongrois (20 000 euros) pour chaque migrant. En situation de crise, une deuxième allocation sera fournie et l'acceptation des migrants deviendra obligatoire.

Des émeutes ont éclaté le réveillon du Nouvel An en Suède, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Belgique, où des migrants ont incendié des voitures et attaqué des policiers. Le ministre a souligné les incidents agressifs à la frontière hongroise, avec 18 attaques contre des gardes-frontières et 125 attaques contre leurs véhicules en 2023, ainsi que 44 cas de dommages aux barrières frontalières.

Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, a signalé l'entrée de 355 300 personnes en Europe en 2023, soit une augmentation de 17 % par rapport à 2022, et 80 % des tentatives de déportation ont échoué.

Il est à noter qu'en 2023, la réimposition des contrôles internes aux frontières dans l'espace Schengen a eu des conséquences sur l'économie européenne. La Serbie a mis en œuvre des mesures de sécurité strictes, allégeant la pression aux frontières hongroises et roumaines, mais incitant les migrants à tenter d'entrer en Croatie et en Roumanie.

Le nombre de migrants illégaux interceptés en Hongrie a atteint 173 298, avec l'arrestation de 1 000 trafiquants d'êtres humains. La majorité des migrants étaient des Syriens, des Afghans, des Turcs, des Indiens et des Pakistanais, tandis que les trafiquants étaient principalement des Roumains, des Ukrainiens, des Serbes et des Moldaves.



## **L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS (OIM) ANNONCE LE DÉCÈS DE 3 711 MIGRANTS IRRÉGULIERS EN 2023. UNE ORGANISATION ESPAGNOLE CONFIRME LA MORT DE 6 618 MIGRANTS IRRÉGULIERS SUR SES CÔTES**

L'Organisation internationale pour les migrations a annoncé le décès de 3 711 migrants irréguliers et l'arrivée de 268 000 migrants irréguliers dans l'Union européenne en 2023. L'Italie a reçu 55 % des arrivées, soit un total de 157 652 migrants, suivie de l'Espagne avec 56 852 (19,8 %), puis de la Grèce avec 46 635 (16 %) et de la Bulgarie avec 18 008 (6,3 %).

En ce qui concerne les nationalités des migrants irréguliers, l'organisation a mentionné que les plus grands nombres proviennent de Syriens (30 075), Guinéens (20 036), Ivoiriens (17 281), Tunisiens (15 601), Afghans (14 524) et Marocains (13 733), tandis que 29 506 individus n'ont pas pu être identifiés.

L'Organisation internationale pour les migrations a enregistré un total de 3 711 décès parmi les migrants qui sont morts en tentant d'atteindre illégalement un autre pays de l'UE.

Dans le même temps, l'organisation non gouvernementale espagnole Caminando Fronteras a rapporté que le nombre de décès a atteint 6 618, avec 6 007 décès survenus au large des côtes des îles Canaries, dont 363 femmes et 384 garçons et filles. De plus, 84 bateaux ont disparu avec toutes les personnes à bord.

Le ministère espagnol de la Migration indique une augmentation du flux de migrants irréguliers, atteignant 56 852 migrants, soit une augmentation de 82,1 % en 2023 par rapport à 31 219 arrivées irrégulières en 2022. Cette augmentation est attribuée au nombre record d'arrivées irrégulières aux îles Canaries, avec 39 910 migrants, soit une augmentation de 154,5 % par rapport à 15 682 en 2022. Pour les seules îles Canaries, 15 435 migrants sont arrivés en 2023, soit une augmentation de 19,1 % par rapport à 2022, lorsque 12 995 migrants irréguliers sont arrivés.



## **CHYPRE APPELLE L'UNION EUROPÉENNE À CLASSER LA SYRIE COMME UN "PAYS SÛR" AFIN DE POUVOIR RAPATRIER SES MIGRANTS VERS CE PAYS**



Le ministre de l'Intérieur de Chypre, Constantinos Yiannou, a exhorté les autorités de l'Union européenne à classer la Syrie comme un "pays sûr", rendant difficile l'obtention d'une protection internationale pour les Syriens. Le ministre de l'Intérieur a souligné que Chypre fait face à un afflux important de migrants irréguliers, et si la Syrie est reclassée comme un pays sûr, Chypre pourrait rapatrier à nouveau les migrants vers la Syrie. Le ministre chypriote de l'Intérieur estime que cette classification mettrait fin à la migration irrégulière et permettrait au pays d'offrir un refuge à ceux qui ont besoin de protection.

## **10 000 Allemands rejettent le plan de "Déportation des migrants"**

10 000 citoyens allemands ont protesté contre un plan collectif de déportation proposé par le parti d'extrême droite "Alternative pour l'Allemagne". La manifestation a eu lieu en périphérie de Berlin et a été soutenue par le chancelier Olaf Scholz du Parti social-démocrate et le ministre des Affaires étrangères affilié au Parti vert. Ils ont défilé dans les rues de Potsdam, en périphérie de la capitale allemande, où des milliers de personnes se sont rassemblées à la porte de Brandebourg à Berlin, selon la police. Des manifestations similaires ont été organisées dans d'autres villes allemandes.

La manifestation a été organisée à la suite des révélations du site d'investigation Correctiv selon lesquelles des responsables du parti Alternative pour l'Allemagne ont participé à une réunion avec Martin Sellner, un leader du mouvement autrichien Identitaire d'extrême droite. La réunion visait à activer un plan de déportation massive de migrants et de demandeurs d'asile hors d'Allemagne.



## **LE MINISTRE TUNISIEN DE L'INTÉRIEUR DÉMENT AVOIR EXPULSÉ DES MIGRANTS VERS LA FRONTIÈRE LIBYENNE ET CONFIRME LA PRÉSENCE DE 80 000 MIGRANTS SUR SON TERRITOIRE**

Le ministre tunisien de l'Intérieur, Kamal Elfakhfakh, a nié l'existence d'actions d'expulsion de migrants originaires de pays d'Afrique subsaharienne vers la frontière tuniso-libyenne par les autorités. La Tunisie fait face à de vives critiques de la part d'organisations de défense des droits de l'homme, dont Human Rights Watch et Amnesty International, concernant l'expulsion de migrants vers des zones désertiques reculées le long de la frontière libyenne.

L'Organisation internationale pour les migrations et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ont appelé les autorités tunisiennes à mener des opérations de sauvetage urgentes pour les migrants expulsés à la frontière. Le ministre tunisien de l'Intérieur a réfuté les accusations des organisations internationales, affirmant qu'elles manquent de précision et s'apparentent à de la désinformation. Il a déclaré que l'État tunisien est engagé envers les principes des droits de l'homme et que le traitement de cette question est conforme à la loi tunisienne et aux traités internationaux.

Le ministre de l'Intérieur a souligné que 80 000 migrants originaires de pays d'Afrique subsaharienne vivent en Tunisie, dont environ 17 000 à Sfax. De plus, 15 000 migrants ont été secourus en mer au cours du premier semestre de 2023, la Garde côtière récupérant plus de 900 corps. La Garde nationale tunisienne a récemment signalé avoir récupéré 4 corps de migrants noyés et avoir intercepté 176 migrants tentant de rejoindre l'Italie.



### **TUNISIE: DES MILITANTS DES DROITS DE L'HOMME ACCUSENT LE GOUVERNEMENT DE MENER DES CAMPAGNES DE RÉPRESSION CONTRE LES MIGRANTS**

Le Forum tunisien des droits économiques et sociaux a accusé le gouvernement de mener une campagne répressive contre les migrants au détriment des préoccupations humanitaires, "pour apaiser la pression européenne et assurer un flux continu de soutien financier et logistique".

L'organisation non gouvernementale a déclaré que les migrants à Sfax, située à 188 kilomètres de l'île italienne de Lampedusa, sont régulièrement soumis à des arrestations arbitraires et à des actes de violence. Beaucoup d'entre eux ont vu leurs biens détruits, et ce traitement ne se limitait pas aux migrants entrant en Tunisie sans permis, mais s'étendait aux réfugiés, aux étudiants et aux travailleurs.

L'organisation a affirmé que les opérations de déportation des migrants vers le désert se faisaient sans tenir compte des conditions météorologiques, de l'atmosphère de guerre en Libye et des conditions des centres de détention gérés par des groupes armés.

Le Forum tunisien des droits économiques et sociaux a exhorté le gouvernement à mettre fin aux opérations de déportation, à fournir un refuge sûr aux migrants et à mettre à jour les lois pour permettre à ceux qui n'ont pas de documents d'obtenir une certaine forme de statut légal.

En 2023, 97 000 migrants ont traversé de la Tunisie vers l'Italie, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et les autorités tunisiennes reçoivent une aide financière de l'Europe pour soutenir la police des frontières. Un accord a été conclu, allouant un milliard d'euros à la Tunisie, dont 105 millions d'euros sont destinés à la migration.



### **LE GOUVERNEMENT TUNISIEN DISCUTE DU PLAN D'ACTION NATIONAL SUR LA QUESTION DE LA MIGRATION**



Les ministères des Affaires étrangères et de la Migration en Tunisie ont tenu une réunion avec des représentants de divers ministères et structures nationales responsables de la migration pour discuter du mécanisme de renforcement du plan d'action national dans le domaine de la migration et des Tunisiens à l'étranger.

Il a été convenu de renforcer la coopération entre les entités étatiques dans le domaine de la migration dans le but de contrer les idées fausses sur la Tunisie. Il a également été convenu de renforcer la coordination par le biais de réunions régulières entre les parties impliquées sous la supervision du ministère des Affaires étrangères. De plus, l'importance de poursuivre les efforts visant à activer la stratégie nationale de migration a été soulignée.

Les participants ont insisté sur la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de ce phénomène et de ne pas le réduire à la dimension sécuritaire, évitant ainsi de considérer la Tunisie simplement comme une plateforme de transit ou une destination de réinstallation.

### **La Grèce sauve 117 demandeurs d'asile**



La garde côtière grecque a sauvé 117 demandeurs d'asile arrivés de Libye, en plus d'arrêter 3 d'entre eux soupçonnés d'être des passeurs, arrivés à bord d'un bateau de 10 mètres. La garde côtière a indiqué que parmi les demandeurs d'asile, il y avait 84 hommes, 2 femmes et 31 mineurs, partis de la ville libyenne de Tobrouk en direction de l'Italie. La Grèce a accueilli 45 000 demandeurs d'asile en 2023, la plupart arrivant de la côte turque. La Grèce fait face à 40 poursuites judiciaires de la part de migrants ayant survécu à un naufrage au large de ses côtes, l'accusant de ne pas avoir pris les mesures de sauvetage nécessaires.